

Maitrise d'Ouvrage

Centre Hospitalier de Gonesse

2 Boulevard du 19 mars 1962
95 500 - Gonesse



Concerne :

Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse

52-58 rue Albert Drouhot
95 500 – Gonesse

CCTP

(Cahier des Clauses Techniques Particulières)

LOT N° 01

DESAMIANPAGE

Maitrise d'œuvre d'exécution :

SELECTE
39 Boulevard Pierre Raunet
94 370 -Sucy-en-Brie



Sommaire

1.	Généralités	3
1.1.	Objet de la consultation	3
1.2.	Spécifications techniques générales	3
1.2.1.	Réglementations	3
1.2.2.	Spécifications d'ordre général	3
1.2.3.	Dispositions de sécurité contre l'incendie	4
1.2.4.	Vérification des quantités du DPGF	4
1.2.5.	Coordination avec les autres corps d'état	4
1.2.6.	Connaissance des lieux	5
1.2.7.	Phasages travaux et planning	5
1.2.8.	Déblais	5
1.2.9.	Nettoyage	5
1.2.10.	Respect des règles d'hygiène et sécurité	5
1.2.11.	Documents de référence	5
1.2.12.	Documents à fournir	5
1.2.13.	Responsabilité de l'entrepreneur	6
1.3.	Spécifications techniques particulières au présent lot	6
1.3.1.	Preliminaire	6
1.3.2.	Sécurité	7
1.3.2.1.	Plan de secours	7
1.3.2.2.	Sécurité du chantier	7
1.3.3.	Prescription administratives	8
1.3.4.	Textes réglementaires relatifs à l'amiante	8
1.3.5.	Conditions d'exécutions	10
1.3.6.	Prescriptions générales	10
1.3.7.	Classification des zones de travail	12
2.	Description des travaux	13
2.1.	Dépose de matériaux amiantes : Mode opératoire d'exécution	13
2.2.	Dépose des joints d'étanchéité	13
2.3.	Dépose des joint d'étanchéité entre menuiserie et structure	13
2.4.	Dépose des joints de mastic de vitrage	14
2.5.	Dépose de la colle des plinthes	15
2.6.	Conditionnement des déchets	15
2.7.	Contrôles et analyses	15
2.8.	Nettoyage	17
2.9.	Gestion des déchets	18
2.10.	Contrôle et réception de travaux	19
2.11.	Dépose des menuiseries extérieures	20

1. Généralités

1.1. Objet de la consultation

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot Désamiantage nécessaire à la rénovation de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse, pour le compte du Centre Hospitalier de Gonesse, et permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

L'offre devra obligatoirement correspondre au projet de base, en respectant les prestations définies dans le cadre du bordereau quantitatif estimatif joint.

L'entrepreneur pourra s'il le juge nécessaire, compléter ce document par des articles quantifiés et valorisés qui ne seraient pas portés sur le bordereau.

Toute réserve sur la conception du projet devant être formulée au moment de la consultation. Après désignation de l'entreprise, les réserves émises ne pourront en aucun cas, dégager la responsabilité de l'entreprise.

Les indications données au présent chapitre ne pourront, en aucun cas, être considérées comme exhaustives. Il appartiendra à l'entrepreneur de vérifier, voire de corriger les quantités, s'il s'apercevait d'une erreur à l'issue de son étude et de ses enquêtes sur place, il va de soi qu'aucun supplément ne sera accordé à l'entreprise sur les quantités qui pourraient être réclamées en dehors de celles figurant sur son devis.

L'entreprise devra veiller à faire toutes les études nécessaires au parfait achèvement du chantier.

Les articles doivent être "éclatés" et complétés, par une description précise des ouvrages à réaliser.

Il est rappelé que le prix traité sera forfaitaire. L'entrepreneur devra donc prévoir tous travaux de sa spécialité nécessaires à un achèvement complet et parfait à la réalisation de l'œuvre.

1.2. Spécifications techniques générales

1.2.1. Réglementations

L'ensemble des travaux est soumis aux documents techniques suivants et notamment, le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot charpente, et de permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages du présent lot sont à réaliser selon les règles de l'art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment le recueil des DTU dans les numéros :

- DTU.
- Règles CB 71 et NV 65.
- Règlement en vigueur concernant la protection et la sécurité contre l'incendie des ERP.
- Normes françaises AFNOR.
- Prescriptions des fabricants.
- Les règles du REEF.
- Les agréments du CSTB.
- Le décret 65/48 du 8.1.65 portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs et notamment dans le bâtiment et les travaux publics.

1.2.2. Spécifications d'ordre général

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'art, quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis dans les conditions d'appels d'offres et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus.

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées au dessin et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à

travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription au PV à l'architecte ou au contrôleur des travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, la réclamation serait jugée irrecevable.

Suivant les règles énoncées dans le CPS, le CCAP ou le CCTP, l'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries : gel, déshydratation, etc....

Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartiendra de prendre toutes les précautions utiles :

- Protections diverses, bâchages, etc.
- Protections contre le vol.

Qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance de son chantier.

1.2.3. Dispositions de sécurité contre l'incendie

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour assurer un degré coupe-feu des murs, planchers, conduits et tous autres ouvrages, suivant indications portées aux plans et devis descriptif, étant entendu qu'elle devra vérifier que celles-ci sont bien conformes aux normes et règlements en vigueur, en particulier à l'Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des ERP.

Les degrés de résistance au feu respecteront les termes de la notice de sécurité du dossier de demande de permis de construire et la réglementation en vigueur.

1.2.4. Vérification des quantités du DPGF

Le quantitatif joint au présent dossier n'a qu'une valeur indicative et non contractuelle. Il appartiendra au soumissionnaire, en se fondant sur le CCTP, les documents graphiques et les renseignements recueillis, de vérifier ce quantitatif suivant ses propres méthodes de calculs et d'appréciation. Toutefois afin de faciliter l'examen des offres, la décomposition devra être présentée et articulée suivant le cadre remis sous peine de non-conformité. L'entrepreneur candidat devra signaler toutes anomalies, qu'il aurait décelées, conformément aux pièces administratives.

Les prix unitaires incluent obligatoirement :

- La note de calcul.
- Les plans d'exécution et DOE
- Toutes les sujétions pour les ouvrages complets parfaitement exécutés.
- Tous les échafaudages, protections, bâchages nécessaires pendant les travaux.
- La fourniture, le transport, les stockages, la mise en œuvre, le réglage, les découpes, tous les matériaux, matériels et éléments constitutifs d'ouvrage et accessoires nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux dispositions du CCTP. La réfection ou la réparation des ouvrages défectueux ou constatés soit en cours d'exécution, soit à la réception avec toutes les conséquences qui en découlent.

1.2.5. Coordination avec les autres corps d'état

L'entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien, et de tenir compte des sujétions éventuelles qui pourraient le concerner.

Les réservations dans les plafonds font partie des prestations, les percements nécessaires pendant sa présence sur le chantier, pourront être demandés par les autres corps d'état en temps opportun. Si ces percements s'avéraient aux yeux de l'entrepreneur, importants et susceptibles d'entraîner une incidence sur la stabilité de l'ouvrage, une validation sera demandée au maître d'œuvre. Font également partie de ses prestations, les renforts pour l'apose d'éléments lourds.

1.2.6. Connaissance des lieux

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui sont parfaitement connus le lieu et ses sujétions propres, les contraintes relatives aux constructions voisines, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et les difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

1.2.7. Phasages travaux et planning

L'entrepreneur tiendra compte dans sa proposition du phasage éventuel des travaux et du temps imparti pour l'exécution de ses travaux en respectant les autres corps d'état.

1.2.8. Déblais

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur du présent lot devra effectuer l'enlèvement des déblais et gravats lui incombant.

1.2.9. Nettoyage

Il sera exigé un chantier constamment propre, débarrassé de tous les gravats provenant de l'exécution des travaux. Chaque entreprise devra procéder à son nettoyage journalier et sur simple demande du Maître d'ouvrage.

En cas de non-réponse à cette demande, le nettoyage sera réalisé par une entreprise désignée par le maître d'ouvrage et restera à la charge de l'entreprise concernée.

1.2.10. Respect des règles d'hygiène et sécurité

Sous les directives du coordinateur SPS le chef d'entreprise et son responsable de chantier devront assurer à leurs personnels toutes les mesures d'hygiène et de sécurité pour l'exécution des travaux :

- Fournir le PPSPS
- Réaliser l'inspection commune AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX
- Eclairage correct des zones de travaux et de cheminement.
- Protection pour travail en hauteur.
- Tous moyens mécaniques de levage et manutention.
- Aération des locaux
- Règles d'hygiène et de distanciation liée au mesure sanitaire suite à l'épidémie de COVID 19

1.2.11. Documents de référence

Le présent CCTP se réfère :

- Au C.C.A.P.
- Au descriptif tous corps d'état.
- Aux plans.
- Aux notes techniques du bureau de contrôle.
- Au planning général des travaux.

1.2.12. Documents à fournir

Avant travaux :

- Dossier technique illustrant les caractéristiques des matériaux et matériels utilisés
- Certificat de provenance des matériaux et composants
- Procès-verbaux
- Plans techniques
- Plan de calepinage

- Etc.

Liste non exhaustive.

En fin de chantier avant réception des ouvrages :

- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)
- Plans de recollement conformes à l'exécution
- Les notices d'utilisation et d'entretien
- Etc.

Liste non exhaustive.

Une attestation d'assurance valable pour la période correspondante à la date de remise des offres devra être fournie et jointe à l'offre, toute offre qui ne sera pas accompagnée de l'attestation d'assurance sera considérée comme nulle.

1.2.13. Responsabilité de l'entrepreneur

L'Entrepreneur reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation.
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utiles au Maître d'Œuvre qui prendra alors, toutes décisions à ce sujet.

Aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés lorsque les entrepreneurs ayant suppléés, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes des C.C.T.P.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du présent C.C.T.P. (ou du bordereau des prix unitaires) seront réglées par référence aux Règles de l'Art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre ne pourra atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

1.3. Spécifications techniques particulières au présent lot

1.3.1. Préliminaire

L'a présente entreprise a pour mission d'extraire les matériaux amiantés présents dans le bâtiment, suivant le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante établi avant démolition :

Rapport en date du 07/12/2023 établi par HPE DIAGNOSTIC

Dénommé : Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans l'immeuble bâti avant démolition

Nota :

Le plan de retrait devra intégrer le traitement des composants particuliers susceptibles de contenir de l'amiante et constituant des ouvrages annexes aux éléments à démolir et à évacuer avec les mêmes précautions.

1.3.2. Sécurité

1.3.2.1. Plan de secours

Sécurité à l'exécution :

L'entreprise fera en sorte que son personnel puisse intervenir dans le respect des dispositions du Code du Travail. La qualification et l'effectif du personnel d'encadrement devront être en permanence adaptés au respect des obligations découlant, des modes opératoires (documents fournis par l'entrepreneur) et des procédures inhérentes à la certification de traitement de l'amiante friable.

L'entreprise est tenue de préparer un plan de secours prévoyant des cas d'urgence tels que l'incendie, accident, chute de tension, défectuosité du système de ventilation éventuel ou tout autre fait entraînant une modification ou une diminution de l'épuration d'air ou de l'isolation de la zone de travail.

Les sorties de secours et la liste nominative des personnels habilités à porter les premiers secours seront précisés par l'entreprise dans les modes opératoires et affichés sur le chantier.

1.3.2.2. Sécurité du chantier

Mise en confinement de la zone de travail :

Constitution d'une zone homogène étanche aux circulations d'air par confinement des différentes parois par double film en polyane de 200 microns avec recouvrement des lés sur une vingtaine de centimètres et fixation par bande adhésive.

Obturation de tous les équipements techniques présents dans la zone de travail (gainés de ventilation et de désenfumage, canalisations diverses). Condamnation physique des accès habituels à la zone de travail.

Mise en dépression de la zone confinée :

Mise en place d'une ventilation mécanique si nécessaire l'air de la zone de manutention ou de transfert vers les véhicules chargés de l'évacuation.

Mise en place sur l'extraction éventuelle de caisson de filtration THE conforme à la norme NF X 44-013.

Débit permettant d'assurer au minimum 4 renouvellements / heure du volume de la zone concernée (pour tenir compte des pertes de charge, prévoir 6 renouvellements). Extraction alimentée sur le réseau électrique secouru.

Amenée naturelle ou mécanique de l'air pour permettre de compenser la mise en dépression.

Accès aux zones confinées :

Accès possible uniquement à travers un sas à 3 compartiments au minimum, l'air circulant dans le sas en régime turbulent et de l'extérieur de la zone de travail vers l'intérieur. Un compartiment au moins du sas équipé d'une douche pour le lavage de tout ce qui sort de la zone confinée.

Gestion des rejets aqueux :

Eaux filtrées à 5 µ avant rejet à l'égout. Concentration en matières en suspension totale des eaux rejetées inférieure à 30 mg / litre avec PH compris entre 5,5 et 8,5.

Evacuation des déchets :

Déchets amiantés (MCA, protections des intervenants, polyanes, filtres, etc.) placés sous une double enveloppe, avec un étiquetage conforme à la réglementation. Déchets envoyés seulement dans une installation dûment autorisée par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement. Envoi accompagné de l'émission d'un bordereau de suivi de déchets amiante, avec retour après la prise en charge finale.

Déchets non amiantés (équipements techniques, faux plafonds non amiantés, etc.) qu'il serait nécessaire de déposer pour l'intervention et qui seront lavés en sortie de zone confinée, puis éliminés comme déchets de construction.

Les déchets seront évacués vers des CET de classe 1 ou 2 en fonction de leur nature et selon le plan de retrait approuvé

Protection des intervenants :

Les intervenants devront être sous Surveillance Médicale Renforcée (SMR) et en possession d'une attestation d'aptitude médicale en relation avec la présence d'amiante et de non contre-indication de port de masque de protection respiratoire.

Les intervenants devront être formés et informés des risques amiante conformément à la réglementation.

Tout intervenant dans la zone de travail doit être équipé en permanence :

- De vêtements de travail étanches équipés de capuches, fermés au cou, aux chevilles et aux poignets, décontaminables ou, à défaut, jetables. En fin d'utilisation, les vêtements jetables seront traités comme des déchets d'amiante.
- De gants étanches et de bottes de sécurité.
- D'un appareil de protection respiratoire constitué d'un masque complet à adduction d'air avec un débit à pression positive de 300 litres par minute. L'utilisation de masque complet à ventilation assistée avec filtre de classe TMP3 pourra être admise sur avis de l'Inspection de Travail et de la CRAM.
- Pour les visiteurs qui se rendent dans la zone de travail, des appareils de protection respiratoire constitués d'un masque complet à ventilation assistée avec filtre de classe TMP3 seront disponibles sur le chantier. Ces appareils doivent fournir un débit d'air d'au moins 160 litres par minute. Les appareils visés ci-dessus doivent être décontaminables.
- Casque. Harnais, pour effectuer des travaux en hauteur.
- Tout équipement de protection individuelle classique imposé par la nature des travaux réalisés

1.3.3. Prescription administratives

Consulter les documents généraux et le rapport.

1.3.4. Textes réglementaires relatifs à l'amiante

L'attention: de l'entreprise est attirés sur les aménagements à apporter aux textes ci-dessous en fonction des prescriptions du guide INRS ED 6091 dont l'orientation est clairement définie dans l'instruction DGT 2011/10 du 23 novembre 2011

Sont applicables les Textes réglementaires suivants pour ceux qui ne seraient pas modifiés par la remarque ci-dessus :

- Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante
- Décret n° 78.394 du 20 mars 1978, relatif à l'emploi de l'amiante pour le flocage des bâtiments
- Décret n° 96.98 du 7 février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante
- Arrêté du 14 mai 1996, relatif aux modalités de contrôle de l'empoussièrement dans les établissements dont les travailleurs sont exposés à l'amiante
- Arrêté du 14 mai 1996, relatif aux règles techniques pour les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante
- Arrêté du 28 mai 1996 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante
- Circulaire n° 96.60 du 19 juillet 1996, relative à l'élimination des déchets contenant de l'amiante
- Circulaire n° 70 du 15 septembre 1994, relative aux procédures et règles de travail à mettre en œuvre pour procéder au déflocage, au retrait et à l'élimination de l'amiante ou de matériaux friables, contenant de l'amiante dans les bâtiments, sur des structures ou des installations
- Arrêté du 4 avril 1996, modifiant l'Arrêté du 8 octobre 1990 fixant la liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée, ou aux salariés des entreprises de travail temporaire
- Arrêté du 6 décembre 1996, portant application de l'article 16 du décret 96698 du 7 février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante, fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail
- Arrêté du 13 décembre 1996, portant application des articles 13 et 32 du décret 96-98 du 7 février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante, déterminant les

recommandations et fixant les instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés concernés

- Décret n° 96.1133 du 24 décembre 1996, relatif à l'interdiction de l'amiante pris en application du code du travail et du code de la consommation
- circulaire du 9 janvier 1997, relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics, des produits amiante-ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante-ciment et des points de vente ainsi que tous autres stocks
- Circulaire du 12 mars 1997, relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et à l'élimination des déchets
- Arrêté du 14 mai 1997, modifiant l'Arrêté du 14 mai 1996, relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante
- Décret n° 97.1219 du 26 décembre 1997, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante : obligation de qualification des entreprises
- Arrêté du 26 décembre 1997, relatif à l'homologation de référentiels servant de base à la délivrance du certificat de qualification des entreprises chargées du retrait et du confinement de l'amiante friable
- Règlements sanitaires départementaux en vigueur sur les lieux des travaux à réaliser
- Arrêté relatif à la protection des bâtiments contre l'incendie

L'entreprise aura également connaissance des textes suivants :

- Décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations - JO du 10 mai 2017
- Note DGT du 19 janvier 2017 relative au cadre juridique applicable aux opérations sur des matériaux contenant de l'amiante – sous-traitance de ces opérations – certification des entreprises
- Décret n°2017-34 du 13 janvier 2017 portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment - JO du 15 janvier 2017
- Arrêté du 24 février 2017 modifiant l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - JO du 1 mars 2017
- Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - JO du 2 août 2016
- Décret n°2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante - JO du 1 juillet 2015
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage
- Arrêté du 11 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets - JO du 26 décembre 2014, p. 22234
- Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées - JO du 14 décembre 2014, p. 21032
- Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante - J.O. du 7 juillet 2013, p. 11350-11351.

Il est de plus précisé le point suivant :

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble.

L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante fin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

1.3.5. Conditions d'exécutions

Pour ces conditions, l'entreprise respectera plus particulièrement les exigences précisées dans le Guide INRS ED 6091 réputé joint au MARCHE.

Phasage et libération des locaux

Les travaux sur la zone concernée du Bâtiment pourront être réalisés immédiatement dès l'ordre de service notifié, après la remise des compléments au rapport préliminaire et après les démarches administratives préalablement effectuées.

Une autorisation d'intervenir sera jointe au dossier MARCHE.

La contrainte de conservation du Clos et Couvert n'est pas à prendre en compte eu égard à l'importance des travaux à réaliser en restructuration de cette zone.

En revanche ceci induira des précautions spécifiques pour la libération du site et pour les conséquences de pluies ou vents pendant les travaux de désamiantage.

Accès au chantier – Evacuation – Clôture

Le seul accès s'effectue par les voies desservant le site soit la rue Albert Drouhot.

La rue au droit du chantier ne sera pas encombrée et devra être tenue en bon état de propreté pendant toute la durée du chantier, elle sera nettoyée régulièrement. L'accès sera réalisé par le portail sur rue avec toutes les précautions nécessaires, en relation avec le SPS pour les accès et manutentions sur le Domaine Public. Aucun accès ne sera autorisé autre que par la rue Albert Drouhot.

Les réseaux aériens ou enterrés maintenus en service seront protégés

Matériel de chantier

L'Entrepreneur devra respecter et se conformer à la réglementation régissant l'utilisation des matériels .Décret 65.48 du 08 janvier 1965 complété le 30 octobre 1981

Prestations générales exigées de l'entrepreneur

Outre les prescriptions spécifiques au plan de retrait ayant obtenu l'accord des autorités compétentes, seront dues les sujétions inhérentes à l'exécution du chantier et à titre d'exemple :

- Protection des voiries
- Protection des réseaux enterrés et aériens
- Fermeture et balisage du chantier
- Le respect de la réglementation vis-à-vis des tiers
- Les droits de voiries afférents aux accès et installations
- L'évacuation des déchets en décharge

1.3.6. Prescriptions générales

A) Dépose des matériaux amiantés : Mode opératoire préliminaire

La présente entreprise devra réaliser le retrait des différents matériaux amiantés existants : cf. liste ci-dessous :

- L'entreprise établit un plan de retrait des matériaux, préalablement au retrait de ces matériaux et le soumet au coordonnateur SPS pour avis avant transmission.

Ce plan sera soumis à l'avis du Médecin du Travail et à l'approbation de :

- l'inspection du Travail
- la CRAMIF
- l'OPPBT

et ce un mois avant le démarrage des travaux.

Une copie du plan de retrait sera adressée au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage de même que la copie des accusés de réception des lettres recommandées.

- Le plan de retrait de l'amiante précisera entre autres :
 - a) la nature et la durée probable des travaux
 - b) le lieu où les travaux sont effectués
 - c) les méthodes qui seront utilisées pour cette intervention
 - d) les caractéristiques des équipements de protection des personnels
- La dépose des matériaux amiantés dans le bâtiment sera réalisée avant toute autre intervention de démolition

B) Dépose des matériaux amiantés : Mode opératoire d'exécution

a) Prescriptions de sécurité :

Le plan de retrait transmis à l'Inspection du Travail, à la CRAMIF et à l'OPPBT

Méthodes d'exécution selon le cas :

- confinement des zones de travail pour les isoler de façon étanche
- mise en place des sas équipés de douche pour l'habillage et le déshabillage
- ventilation mécanique des locaux
- stocker les déchets dans des emballages plastique étanches et résistants pour évacuation
- les éléments seront déposés avec précaution et ne seront, dans la mesure du possible, ni coupés ni cassés (pour éviter de libérer des poussières amiantées)
- découpe des fixations (crochets, tire-fond) à l'aide d'outils manuels (coupe boulons, casse boulons) ; proscrire l'usage d'outils à vitesse rapide
- la manutention s'effectuera avec soin

b) Protection du salarié :

- masques individuels
- ports d'une combinaison jetable
- en fin de travail, la combinaison sera considérée comme déchet d'amiante

Dispositions pour le salarié :

- fiche d'exposition
- aptitude médicale

c) Protection de l'environnement :

- balisage de la zone de retrait, ainsi que le parcours d'évacuation sur le site

C) Déchets évacuation - Conditionnement

a) Déchets :

A évacuer vers des centres de stockage et de traitements des déchets en décharge agréée de classe I, II ou III, selon la nature du déchet.

b) Conditionnement – évacuation :

L'entreprise se charge de conditionner les déchets extraits sous sacs réglementaires.

Elle assure le transport et l'expédition vers une décharge agréée de classement correspondant à la nature des déchets à traiter.

L'entreprise se charge de la recherche des centres agréés : elle devra signaler au Maître d'Ouvrage les noms – adresse – qualité et niveau de classement des centres proposés.

D) Mesure d'empoussièrement

Avant chaque déconfinement de zone, l'entreprise effectuera les mesures d'empoussièrement.

E) Mode d'intervention

Un phasage d'intervention sera établi en accord avec les Maîtres d'œuvre et d'Ouvrage. Il y sera précisé les zones et mode d'intervention.

1.3.7. Classification des zones de travail

Pour chaque zone concernée se définissent, sur un chantier d'amiante (ou de traitement de peintures au plomb), quatre couleurs de zones, à savoir :

ZONE VERTE :

(zone de 0,005 fibres / cm³ à moins de 0,025 fibres / cm³) zone ne présentant aucun risque amiante.

ZONE ORANGE :

(zone faiblement contaminée - empoussièrement compris entre 0,025 et 0,1 fibres / cm³). La contamination y est faible et ne nécessite pas de confinement lourd (confinement, mise en dépression et sas d'accès). Ces zones correspondent en général aux travaux préparatoires avant déflocage (mise en place du confinement, etc.) ou aux travaux de retrait de certains matériaux non friables.

Les consignes suivantes sont appliquées :

- accès interdit à toute personne n'étant pas habilitée HA1,
- port obligatoire d'E.P.I. légers.

ZONE ROUGE :

zone contaminée - empoussièrement supérieur à 0,1 fibres / cm³). La contamination importante impose de mettre en place un confinement lourd. Ces zones correspondent à des travaux mettant en suspension dans l'air de grandes quantités de fibres d'amiante tels que le déflocage.

Les consignes suivantes sont appliquées :

- accès interdit à toute personne n'étant pas habilitée HAI ou HA2 et à toute personne extérieure, sauf autorisation délivrée par le chef d'entreprise,
- port obligatoire d'E.P.I. lourds,
- respect des procédures d'accès à une zone rouge (passage obligatoire dans le sas).

ZONE NOIRE :

(zone trop contaminée - empoussièrement supérieur à 50 fibres / cm³).

- Travaux interdits

La classification des zones est établie et tenue à jour à partir des mesures d'empoussièrement réalisées sur le chantier (mesures initiales, de surveillance du chantier et libératoires). Ce découpage est reporté sur le terrain par un balisage clair de toutes les zones.

2. Description des travaux

2.1. Dépose de matériaux amiantes : Mode opératoire d'exécution – Tranche Ferme & Tranches Conditionnelles 1&2

L'ensemble des produits amiantifères et produits contaminés par la poussière d'amiante ainsi que les poussières sur les constructions (murs, plafonds, faux plafonds et leurs supports, sol portes etc.) ainsi que les installations (câblage, gaines, mobilier laissé dans les lieux etc.) sont à éliminer de façon à ce qu'il ne reste plus de quantités visibles (perceptibles à l'œil nu). Les poussières résiduelles non visibles seront fixées par surfactant. Les poussières dans l'air seront éliminées par aspiration et filtration. L'enlèvement se fait de manière à ce que la génération et la dispersion de particules d'amiante soient réduites au strict minimum et ayant soin de ne pas endommager les parties de constructions ou d'installations existantes et qui seront conservées.

Dès leur enlèvement, l'entreprise devient le gardien responsable des matériaux et des déchets.

En cette qualité, il en assure le traitement, le stockage et le versage dans des conditions optimales de sécurité et d'hygiène, en veillant tout spécialement au respect de la réglementation applicable à la gestion des déchets dangereux. Des analyses d'air et d'eau seront effectuées pendant les travaux en accord avec la réglementation et les prescriptions du référentiel de certification de l'entreprise.

2.2. Dépose des joints d'étanchéité - Tranches Conditionnelles 1&2

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-029-P056**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint d'étanchéité

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-029-P062**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint d'étanchéité

2.3. Dépose des joint d'étanchéité entre menuiserie et structure - Tranches Conditionnelles 1&2

Localisation : RDC - Chambre 7

Réf. Echantillon : **ZPSO-003-P003**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-031-P058**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-003-P061**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-031-P064**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-003-P067**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure

2.4. Dépose des joints de mastic de vitrage - Tranches Conditionnelles 1&2

Localisation : RDC - Studio Monitrice

Réf. Echantillon : **ZPSO-004-P004**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : RDC - Chambre 9

Réf. Echantillon : **ZPSO-004-P005**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : RDC - Chambre 3

Réf. Echantillon : **ZPSO-004-P006**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : RDC - Chambre 12

Réf. Echantillon : **ZPSO-004-P007**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : R+1 - Chambre 18

Réf. Echantillon : **ZPSO-004-P054**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : R+1 - Chambre 29

Réf. Echantillon : **ZPSO-004-P055**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-032-P059**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-004-P060**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-032-P065**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

Localisation : Extérieur - Façades

Réf. Echantillon : **ZPSO-004-P066**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)

2.5. Dépose de la colle des plinthes – Tranche Ferme

Localisation : RDC - Salle d'eau 2

Réf. Echantillon : **ZPSO-007-P010**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Colle de plinthe

Localisation : RDC - Salle d'eau 2

Réf. Echantillon : **ZPSO-007-P011**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Colle de plinthe

Localisation : RDC - Dépôt 18

Réf. Echantillon : **ZPSO-022-P030**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Colle de plinthe

Localisation : R+1 - Chambre 26

Réf. Echantillon : **ZPSO-017-P036**

Description : Fibre d'amiante de type chrysotile

Partie sondée : Colle de plinthe

2.6. Conditionnement des déchets

L'amiante, les matériaux contenant de l'amiante et les matériaux contaminés par de l'amiante sont humidifiés et emballés dans des emballages étanches à la poussière tels que des sacs de polyéthylène d'au moins 0.2 mm d'épaisseur ou d'autres emballages étanches à la poussière et spécialement conçus pour les objets à angles aigus.

Les sacs ou autres emballages étanches contenant de l'amiante seront ligaturés puis nettoyés de manière humide. Ils seront ensuite placés dans un deuxième sac ou dans un autre emballage étanche du même type qui sera ensuite fermé hermétiquement. Les sacs reçoivent un étiquetage "Amiante" conformément à la réglementation.

L'entreprise tiendra compte du fait que l'ensemble du matériel et des matériaux présents ou utilisés dans la zone de travail et qui ne peuvent pas être bien nettoyés doivent être traités comme déchets amiantifères.

L'évacuation des sacs et des autres emballages étanches se fait par le sas d'évacuation des matériaux ou à défaut par le sas du personnel. Cette évacuation aura lieu au fur et à mesure de l'avancement des travaux et au minimum une fois par jour.

Après un dernier contrôle de la propreté et un nettoyage éventuel, les sacs ou les autres emballages seront entreposés dans la "chambre de conservation" en attendant que le personnel arrivant de l'extérieur les évacue.

Plusieurs sacs sont enfin conditionnés dans des big-bags de toile et stockés dans l'enceinte du chantier ou disposés dans une benne fermée à proximité du chantier.

2.7. Contrôles et analyses

La surveillance de l'étanchéité, des rejets (air et eau), et de l'atmosphère de la zone dans laquelle sont effectuées les opérations et en périphérie, doivent être réalisés suivant un programme préétabli pour toute la durée du chantier.

Un registre doit être tenu, consignait l'ensemble des résultats de cette surveillance.

Ce registre comportera notamment les résultats des analyses effectuées dans le compartiment où se fait l'enlèvement de la protection respiratoire, le nombre de vérifications effectuées ainsi que le nombre de changements des préfiltres et filtres absolus des protections individuelles et collectives.

Tous les résultats des contrôles et analyses effectués sont transmis par télécopie à la Maîtrise d'œuvre, dès réception par l'entreprise.

Les contrôles

Les contrôles adaptés au plan de retrait déposé et à effectuer sont selon le cas :

- Le test d'étanchéité à la fumée,
- Le contrôle des circulations d'air à l'anémomètre,
- Le contrôle des seuils d'alarme du contrôleur de dépression,
- Le contrôle de mise en route des appareils de secours en cas de coupure de l'alimentation électrique (groupe électrogène, déprimogène, transmetteur téléphonique d'alarme etc.),
- Le contrôle visuel avant analyse libératoire.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les analyses

Les analyses adaptées au plan de retrait déposé et à effectuer sur le chantier sont les suivantes :

- Analyses "point zéro",
- Analyses MOCP en zone de travail,
- Analyses MOCP dans les sas,
- Analyses d'eau MEST et Ph,
- Analyses libératoires.

Cette liste n'est pas exhaustive et résultera de la demande d'autorisation formulée.

Les analyses de "point zéro" :

Les analyses de "points zéro" sont à la charge de l'entreprise.

Par "point zéro", on entend le niveau initial de pollution par les fibres d'amiante de l'atmosphère des locaux dans lesquels sont prévus les travaux.

La phase de préparation du chantier nécessite de connaître avec précision la nature des matériaux à déposer, leur emplacement, leur composition et leur état initial de conservation. Cette étape nécessite donc d'effectuer un ou plusieurs prélèvements atmosphériques, s'ils n'ont pas déjà été réalisés. Les résultats obtenus permettront d'évaluer le niveau de préparation préalable à la réalisation du confinement lui-même et la contamination éventuelle des locaux.

Si les résultats démontrent une présence d'amiante en suspension dans l'atmosphère du local, on peut considérer que des fibres d'amiante se sont également déposées sur l'ensemble des équipements présents dans le local. Aussi la préparation du chantier doit-elle inclure une phase de dépoussiérage avant la réalisation du confinement, dépoussiérage qui sera réalisé à l'aide d'aspirateurs équipés de filtres absolus K1.

Analyses point zéro prévues : suivant surfaces des zones considérées en fonction du programme 144 du COFRAC.

Les analyses MOCP en zone de travail :

Les analyses MOCP en zone de travail sont réalisées pendant les phases de travail dans la zone confinée en prélèvement d'air pendant une heure.

Analyses MOCP prévues en zone de travail :

- 3 analyses par semaine, au minimum, pendant les périodes de dépose des matériaux amiantifères.
-

Des mesures correctives doivent être appliquées si le seuil réglementaire est dépassé.

Les analyses MOCP dans les sas :

Les analyses MOCP dans les sas sont réalisées dans le compartiment où les opérateurs retirent leur masque, en prélèvement d'air pendant une heure.

Analyses MOCP prévues en zone de travail :

- 3 analyses par semaine et par sas, au minimum, pendant les périodes de dépose des matériaux amiantifères.

Des mesures correctives doivent être appliquées si le seuil réglementaire est dépassé.

Les analyses MEST et Ph :

Les analyses MEST et Ph des rejets d'eau sont réalisées par prélèvement d'un litre de liquide en sorties des appareils de filtration.

Analyses MEST et Ph prévues :

- 2 analyses par semaine et par sas, au minimum, pendant les périodes de dépose des matériaux amiantifères.

Des mesures correctives doivent être appliquées si le seuil réglementaire est dépassé.

Les analyses libératoires :

Après nettoyage complet de la zone confinée et évacuation de tous les matériaux présents à l'exception des déprimogènes et des sas, l'entreprise fera réaliser, par un organisme accrédité, des mesures du niveau d'empoussièrement de l'air dans les zones confinées maintenues en dépression. La zone confinée est laissée au repos pendant 24 heures avant démarrage du prélèvement d'air.

Ces mesures d'empoussièrement sont réalisées sur 24 heures au minimum avec un volume d'air prélevé de 10 m³ au minimum.

Analyses libératoires prévues :

- 1 analyse par zone homogène (nombre de points de mesure suivant programme n° 144 du COFRAC).

L'objectif de résultat est à ≤ 5 fibres d'amiante / litre d'air.

Si l'objectif de résultat n'est pas atteint, l'entreprise fera un nouveau nettoyage complet de la zone confinée avant de procéder à un nouveau prélèvement d'air sur 24 heures.

2.8. Nettoyage

Les opérations décrites ci-dessous donnent une description détaillée des procédures qui seront suivies pour le nettoyage et la décontamination de l'ensemble des surfaces permanentes et / ou de la zone de travail.

Le nettoyage en cours de travaux :

Le nettoyage humide nécessite l'utilisation de serviettes jetables à haute capacité d'absorption telles que des serviettes en papiers ou des chiffons. L'espace à nettoyer et / ou à décontaminer sera aspergé à l'eau propre au moyen d'un système de pulvérisation et sera ensuite séché au moyen de serviettes. Dès qu'elles seront humides ou imprégnées, les serviettes seront jetées dans un sac de déchets d'amiante.

Les surfaces des éléments de construction à conserver et dont l'amiante ou les matériaux contenant de l'amiante ont été enlevés, seront brossées de manière énergique au moyen d'une brosse en poils solides afin d'enlever toutes les fibres restantes. Après le brossage des surfaces, la brosse sera évacuée en tant que matériau contenant de l'amiante.

Le nettoyage en fin de travaux :

Le nettoyage final consistera en un nettoyage à sec ou humide, selon les besoins de l'ensemble des surfaces de la zone de travail, y compris des feuilles de polyéthylène des outils, des échafaudages etc.

Le nettoyage sera poursuivi jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune trace de poussière, de décombres ou de restes visibles sur les feuilles en plastique ou sur les autres surfaces.

L'entreprise effectuera une inspection visuelle complète de l'ensemble de la zone de travail, y compris la zone de décontamination, du rideau de fermeture, des scellements autour des bouches de ventilation, des baies de portes et des fenêtres etc. Cette inspection permettra de détecter la présence éventuelle de fragments de toute nature, sur les surfaces, etc. En cas de découverte de tels restes ou de décombres, l'entreprise recommencera le nettoyage final et poursuivra les opérations de décontamination à partir de ce point.

Les préfiltres et filtres intermédiaires seront enlevés de chaque système d'évacuation d'air avec filtre absolu et évacués en tant que déchets contenant de l'amiante. L'entreprise procédera ensuite aux placements de nouveaux préfiltres et filtres intermédiaires.

On attendra environ 30 renouvellements de volumes d'air pour permettre la retombée des particules et pour permettre aux ventilateurs à filtre absolu de purifier l'air en le débarrassant des fibres d'amiante encore présentes dans l'air. La pression différentielle sera maintenue en permanence.

Le contenu de l'aspirateur à filtre absolu sera évacué dans l'espace clôturé et il sera procédé au remplacement du filtre, ces deux éléments étant évacués en tant que déchets contenant de l'amiante.

Toutes les surfaces seront contrôlées visuellement par le maître d'ouvrage ou son représentant à la fin de ces opérations de nettoyage. Il sera procédé à un nouveau nettoyage au cas où des poussières ou des décombres seraient encore découverts. Dans le cas contraire, l'entreprise et le maître d'ouvrage établiront le protocole d'inspection visuelle suite à quoi l'autorisation de procéder au contrôle ultime de la décontamination de l'air sera donnée.

La fixation des fibres résiduelles (application d'un surfactant)

Après le nettoyage fin de toutes les surfaces, il sera appliqué un produit spécial nommé surfactant qui a pour objectif de fixer les poussières fines non visibles et non d'encapsuler des nids de produits amiantifères.

Il est appliqué sur deux types de surfaces :

- les films du confinement avant leur enlèvement et,
- les surfaces du bâtiment.

L'entreprise transmettra à la Maîtrise d'œuvre les PV et notices techniques des produits utilisés. Le surfactant utilisé sur les sols (après dépose de la colle) devra être compatible avec l'application d'un ragréage fin dans le cadre de la pose d'un nouveau revêtement de sols.

Le système de fixation doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- Épaisseur minimum : 350 µm en deux couches sur surfaces permanentes, 45 µm sur feuilles de confinement avant leur enlèvement.
- Extrait sec : 25 à 30% en poids.
- Adhérence : sur béton : +/-1.0 N / mm², sur métal galvanisé : supérieur à 2,4 N / mm².
- Résistance au feu : M1
- Résistance aux produits chimiques : excellent vis-à-vis de la plupart des produits chimiques à base d'eau.
- Essai de gel / dégel : température : -20°C.

2.9. Gestion des déchets

Définition et manipulation

Les déchets du chantier seront orientés vers des Centre d'Enfouissement Technique (C.E.T.) de classe 1, 2 ou 3 suivant la nature et le niveau de contamination des déchets.

L'entreprise devra avoir obtenu les bordereaux d'acceptation des déchets avant le démarrage du chantier.

L'entreprise respectera la réglementation concernant notamment :

- Les autorisations préalables d'acceptations nécessaires,
- Le conditionnement des déchets par nature et destination,
- L'étiquetage des déchets,
- Le transport par une société ayant déposé en préfecture une déclaration de transport de matières dangereuses.

Le titulaire du présent lot s'occupera du transport jusqu'au lieu de traitement, ainsi que de tout travail de manutention pour charger et décharger les camions.

Transport

Le transport devra être effectué dans des bennes et le transporteur devra respecter la réglementation ADR en vigueur. Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander un changement de l'entreprise effectuant les transports, notamment si celle-ci ne respecte pas la réglementation relative au transport.

Le titulaire du présent lot tiendra à jour un registre du tonnage (fiche de pesées) et les bordereaux de suivi de déchets amiante ou industriels dont une copie avec le visa du responsable de l'installation de traitement devra être adressée au maître d'œuvre continuellement.

Les taxes de mises en décharge ou en installation de traitement seront à la charge de l'entreprise. Celle-ci devra intégrer dans son prix le montant de la taxe de mise en décharge, ainsi que les augmentations prévisibles de cette taxe et ne pourront donc se prévaloir d'aucune augmentation ultérieure de ce poste.

2.10. Contrôle et réception de travaux

Généralités :

L'entrepreneur est responsable de l'enlèvement total de l'amiante et est tenu de fournir la preuve qu'il en est ainsi. Il assure ainsi un autocontrôle de son chantier. Il remettra au maître d'œuvre ses rapports de contrôle, que celui-ci utilise pour sa propre information.

Le maître d'œuvre procédera pendant toute la durée du chantier à des contrôles réguliers :

- contrôle des installations de chantier (confinement, protection personnel, etc.),
- contrôle des opérations d'enlèvement d'amiante,
- contrôle des nettoyages,
- contrôle de l'air et des effluents aqueux.

Si le chantier comporte plusieurs zones, celles-ci feront l'objet de réceptions partielles n'ayant pas valeur de réception finale, sauf demande expresse du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise transmettra, par mail, en temps réel, les résultats de ses diverses analyses au Maître d'œuvre.

Points d'arrêts - Contrôles visuels :

Des points d'arrêts seront mis en place en cours de chantier pour permettre à la Maîtrise d'œuvre de vérifier la bonne exécution des travaux.

Les points d'arrêts sont les suivants :

- Fin du confinement, avant début des travaux,
- Fin des travaux, avant analyse libératoire ou analyse de lixiviation.

L'entreprise devra prendre rendez-vous avec la Maîtrise d'œuvre au moins 72 heures avant la date prévisible du point d'arrêt.

Les travaux ne pourront continuer qu'après l'accord écrit de la Maîtrise d'œuvre.

Contrôles de décontamination d'air, objectif de salubrité :

A la fin des travaux, il sera réalisé, à la charge de l'entreprise, des contrôles d'air dans la zone encore confinée par le laboratoire agréé, accepté par le Maître d'ouvrage.

La zone doit avoir la même humidité que l'extérieur, les extracteurs d'air seront en marche et les issues seront obturées.

Volume prélevé de l'ordre de 10m³, débit environ 7 litres / minute, membrane de 47 mm avec porosité 0.45 µm.

La concentration résiduelle des fibres d'amiante, mesurée suivant les procédures fixées dans la Circulaire DGS/VS3/94N°70 du 15 septembre 1994 (Ministère des Affaires Sociales et du Travail), tiendra compte des nouvelles dispositions de l'instruction DGT 2011/10 du 23 novembre 2011.

Au cas où la valeur serait dépassée, l'entreprise a pour obligation de recommencer la procédure de nettoyage et de décontamination définitifs. Ces travaux sont effectués par l'entreprise à ses frais, suite à quoi, il sera procédé à un nouveau contrôle de l'air par le maître d'œuvre aux frais de l'entreprise.

Un dernier contrôle d'air sera effectué sur décision du maître d'œuvre après enlèvement du confinement dans les mêmes conditions et avec comme objectif le même résultat.

2.11. Dépose des menuiseries extérieures – Tranches Conditionnelles 1&2

Une fois les désamianté, l'entreprise devra, la dépose de toutes les menuiseries extérieures sans conservation. Elle veillera à ne pas abimer le support.

Toutes destruction non nécessaire pourra lui être imputée.

En lieu et place des menuiseries, l'Entreprise posera des panneaux de protection haute résistance afin d'éviter toute intrusion.